

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité - Travail- Progrés

ALLOCUTION DU PRESIDENT DENIS SASSOU - NGUESSO

AU 28^e SOMMET DE L'O U A

29 JUIN - 1^{er} JUILLET 1992

DAKAR - SENEGAL

MONSIEUR LE PRESIDENT
MONSIEUR LES CHEFS D'ETAT ET DE
GOUVERNEMENT
MESSIEURS LES MINISTRES
MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL
DE L'O.U.A.

M'adressant tout d'abord à notre frère le Général IBRAHIMA BABANGIDA, Le Président sortant, je voudrais lui adresser mes chaleureuses félicitations, pour la disponibilité, l'engagement et le savoir faire dont il a brillamment fait preuve durant son mandat. Je lui sais gré particulièrement de tout l'intérêt qu'il a porté à la consolidation du processus démocratique en cours dans certains de nos pays, dont le mien.

Je veux également saluer avec beaucoup de fierté notre frère le Président ABDOU DIOUF, qui revient à la tête de notre Organisation après seulement six années. Pour lui avoir succédé après son mémorable mandat, je crois pouvoir porter témoignage de ses immenses qualités et surtout de sa clairvoyance dans la conduite des affaires de notre continent.

Le Président DIOUF nous arrive chaque fois à l'heure des grands enjeux: en 1985, c'était le défi de la crise économique, et nous avons adopté avec lui le programme prioritaire pour le redressement économique et le programme

des nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

Aujourd'hui, c'est sous l'angle de la démocratisation de nos systèmes que sont analysés les différents problèmes qui nous interpellent. Il s'agit donc d'une continuité, le développement économique culturel et social étant inséparable de la démocratie qui en constitue une des clés essentielles. Les réformes politiques aujourd'hui accompagnent et parachèvent les réformes économiques préconisées hier.

Nul mieux que vous, Monsieur le Président ne saurait incarner cette continuité, qui a bien des égards, apparaît comme une profonde mutation, une nette maturation de notre projet de société.

Monsieur le Président,

Participer au débat universel sur la démocratie en alliant celle-ci au développement constitue notre manière de rechercher toutes les voies possibles pouvant mettre nos peuples de sortir de la misère qui les écrase aujourd'hui. Au fil des années, après beaucoup de tâtonnement qui sont propres de nation en gestation, nous avons compris qu'il fallait sans tergiverser engager nos peuples dans un vaste processus de libération progressive de toutes les énergies, pour favoriser leur plein épanouissement dans des

espaces ouverts qui autorisent ou encouragent la créativité et le sens des responsabilités individuelles et collectives.

C'est le lieu de proclamer fermement que sur la longue et sinueuse route qui conduit à la démocratie, chaque peuple demeure souverain, aucun modèle universel aussi parfait soit-il ne pouvant tout régler partout et en même temps.

D'ailleurs, le ferait-il qu'il nous conduirait tout droit vers un nouvel autoritarisme ou une nouvelle forme de monolithique réducteur !

Vouloir précipiter et uniformiser le processus, c'est provoquer le chaos dans nos sociétés très fragiles, c'est faire un saut dans l'inconnu.

C'est dire que l'Afrique a beaucoup à gagner à participer suivant son génie propre et son propre rythme et en tenant compte de tous les facteurs en présence à cette nouvelle aventure qui permettra à l'homme africain de s'affirmer avec beaucoup de crédibilité dans le monde qui se façonne sous nos yeux.

Le pari est d'autant plus difficile que les différentes expériences en cours se déroulent sur fond de grave crise économique, financière, sociale et de conflits fratricides : de détails risqués de dérapage existent.

C'est pourquoi, au Congo, en dépit du contexte très difficile nous mettons tout en oeuvre pour que la transition instaurée il y a un an aboutisse des élections libres, transparentes, dans la paix et l'unité nationale. En dépit des contraintes de toutes sortes, nous avons pris l'engagement de rendre ce processus irréversible.

Car l'Afrique doit réussir son pari démocratique.

Il nous faut pour y parvenir beaucoup de doigté, de réalisme, d'esprit de tolérance pour épargner à nos peuples déjà exsangues le spectre de la guerre civile, de la sécession sur base ethnique ou régionaliste. Nos Nations fragiles n'ont pas besoin d'éclatement. C'est dans l'unité à l'intérieur et hors de nos frontières que nous gagnerons le pari de l'émancipation politique et économique.

A l'heure de Maastricht chez nos principaux partenaires, il n'y a pas de dessein plus noble pour nos peuples que les regroupements dans la solidarité.

J'ai déjà eu l'occasion à plusieurs reprises devons dire ma foi dans l'unité de notre continent. Les récentes évolutions dans nos pays me confirment qu'il nous faut résolument nous engager. Dans cette voie, faute de quoi

nous demeurons c dans ce monde quoi ne respecte que les rapports de force.

Il y a donc urgence à ratifier massivement le traité instituant la Communauté économique africaine.

Unis, nous pourrons mieux faire entendre notre voix chez nos principaux partenaires du Nord et obtenir qu'ils participent réellement à nos efforts, qu'ils ne nous nourrissent pas seulement de conseils et de critiques. Unis nous mobiliserons davantage la communauté internationale autour de nos batailles communes. Et la même communauté internationale aurait tort de nous abandonner au milieu du gué, au moment où tout indique que le monde est marqué par une forte interdépendance, comme le soulignent fortement les débats du récent Sommet de Rio sur l'environnement et le développement. Et il serait par ailleurs illusoire de croire que la démocratie peut s'épanouir dans un océan de misère et de conflits.

Je demeure donc convaincu qu'une Afrique unie, démocratique et économique fiable est plus crédible dans ces efforts internes et dans ses démarches à l'intérieur.

C'est dans cet esprit que je soutiens avec beaucoup de conviction l'idée d'un mécanisme de gestion des conflits en Afrique. C'est notre responsabilité avant tout et il y va de notre crédibilité.

La seule condition à poser demeurant toutefois notre engagement à donner à ce mécanisme les moyens politiques, humains, matériels et financiers qu'exige une si haute mission.

Le souci d'unité, de démocratie et de paix en Afrique me conduit à terminer ce propos sur la situation au sud de notre continent. Depuis deux ans déjà beaucoup d'espairs ont été nourris sur l'évolution de la grave crise qui sévit dans cette région.

Les courageuses réformes engagées par Monsieur Frédérik De KLERK ont ouvert la voie à un dialogue prometteur entre les différents protagonistes de la tragédie sud-Africaine.

Nous avons salué ces développements largement encouragés par la Communauté internationale. La plupart des sanctions adoptées contre Prétoria ont été successivement levées. Mais notre frère, le Président Nelson MANDELA, a toujours conseillé la prudence, estimant que le processus demeurait fragile.

Aujourd'hui, après le blocage des pourparlers au sein de la CODESA, après la recrudescence de la violence et des massacres dans les ghettos noirs nous devons nous ranger derrière MANDELA pour observer la plus grande prudence et encourager la poursuite des négociations devant aboutir au

démantèlement de l'Apartheid et à l'instauration d'un régime démocratique multiracial.

Au stade actuel, il nous fait obtenir que le conseil de Sécurité de L'ONU, se saisissent du dossier pour faire cesser la violence et relancer les négociations. nous devons également faire comprendre à nos frères noirs d'Afrique du Sud que c'est seulement dans l'unité qu'ils se feront entendre.

Monsieur le Président,

L'Afrique a souvent été accusée , avec raison, de manquer tous les grands rendez-vous de l'histoire. Depuis deux ans environ, le monde est rentré dans une nouvelle ère, celle de la fin des blocs, de l'effondrement du communisme, de l'éclosion de l'idée de démocratie et des Droits de l'Homme.

L'Afrique, qui venait d'achever ses trois premières décennies d'indépendance, n'est pas demeurée à l'écart de ce processus qu'elle a bien au contraire intériorisé, accompagné.

Mettons-nous ensemble pour rendre ce processus irréversible. Regroupons-nous pour asseoir ce processus sur des bases solides, celles que cimenter un réel

développement économique nourri de nos ressources propres et encouragé par des apports extérieurs plus substantiels.

Faisons en sorte que l'Afrique ne manque pas cette nouvelle chance qui s'ouvre à elle.

Je vous remercie.

1992-06-29

ALLOCUTION DU PREDIDENT DENIS SASSOU - NGUESSO AU 28^e SOMMET DE L'OUA

DENIS SASSOU, NGUESSO

OAU

<https://archives.au.int/handle/123456789/6562>

Downloaded from African Union Common Repository